

# Procès-Verbal du Conseil Municipal

## Séance du jeudi 26 Février 2015

20 heures 30 – Salle du Conseil Municipal



**L'an deux mille quinze, le jeudi 26 février à 20h30**, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

**Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie**

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ETAIENT PRÉSENTS :**

M. Jean-Claude DARCY, M. Patrick CHANUT, Mme Brigitte JOULOT VIBRAC, M. Bernard ANDRE, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, et Mme Christine CASSUS.

**ONT DONNÉ POUVOIR :**

M. Frédéric DEVARREWAERE à Mme Christine GUILLETTE

**ABSENTS EXCUSÉS** M. Patrick MOIREAU a donné pouvoir à Mme Florence RICHARD

**ABSENTS NON EXCUSÉS** : Mme Florence RICHARD

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 11

Présents : 8

Votants : 9

**Date de convocation** : le 17 février 2015

**Date d'affichage** : le 17 février 2015

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

\*\*\*

# ORDRE DU JOUR

## I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 11 décembre 2014.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 11 décembre 2014, préalablement transmis aux conseillers municipaux est adopté sans observation, à l'unanimité.

## II - ELECTIONS

2 - *Etablir le planning des permanences des élections départementales des 22 et 29 Mars 2015*

### Pour le 22 Mars 2015

Heure	1er assesseur	2ème assesseur	3ème assesseur
8h - 12h	Patrick MOIREAU	Florence BERTHEAU	Bernard ANDRE
12h - 15h	Christine CASSUS	Frédéric DEVARREWAERE	Christine GUILLETTE
15h - 18h	Brigitte JOULOT VIBRAC	Jean-Claude DARCY	Florence RICHARD

### Pour le 29 Mars 2015

Heure	1er assesseur	2ème assesseur	3ème assesseur
8h - 12h	Patrick MOIREAU	Florence BERTHEAU	Bernard ANDRE
12h - 15h	Christine CASSUS	Frédéric WEISS	Christine GUILLETTE
15h - 18h	Brigitte JOULOT VIBRAC	Jean-Claude DARCY	Florence RICHARD

## III - FONCTION PUBLIQUE - RH

3 – **Délibération N°2015-02/01** : Régime indemnitaire : I.A.T. (Indemnité d'Administration et de Technicité)

Mme Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les régimes indemnitaires sont fixés par l'assemblée délibérante dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat.

Il appartient donc au Conseil Municipal de déterminer les primes qui pourront être attribuées aux agents de la commune en référence des textes applicables au régime indemnitaire des corps de référence de la Fonction Publique d'Etat déterminé par l'annexe du décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité.

**Article 1 :**

L'indemnité d'administration et de technicité est instituée selon les modalités du décret n°2002-61 du 14 janvier 2002. Les modalités de calcul de la prime sont les suivantes :

**Montant de référence annuel x coefficient multiplicateur x le nombre d'agent bénéficiaire dans le grade**

**Filière administrative :**

Les agents titulaires des grades suivants (selon les postes ouverts) se verront attribuer un coefficient multiplicateur de 1 à 8 correspondant :

GRADE	Référence	Montant de référence annuel
Rédacteur jusqu'au 5 <sup>ème</sup> échelon	1er et 2 <sup>ème</sup> grades	588,68
Rédacteur principal de deuxième classe jusqu'au 4 <sup>ème</sup> échelon		706,62
Adjoint principal 1 <sup>ère</sup> classe	Echelle 6	476,08
Adjoint principal 2 <sup>ème</sup> classe	Echelle 5	469,65
Adjoint de 1 <sup>ère</sup> classe	Echelle 4	464,29
Adjoint de 2 <sup>ème</sup> classe	Echelle 3	449,27

Le montant de référence annuel est revalorisé suivant l'évolution des décrets et est déterminé par arrêté nominatif.

**Article 2 :**

Cette prime pourra être versée aux agents non titulaires de droit public de la collectivité sur les mêmes bases applicables aux titulaires des grades de référence.

**Article 3 :**

Conformément à l'article 88 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place des nouvelles dispositions réglementaires, bénéficieraient, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

**Article 4 :**

Le versement de l'indemnité fixé par la présente délibération sera effectué mensuellement. Les versements seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Le versement de l'indemnité est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues, congé de maladie ordinaire n'impliquant pas le demi-traitement

**Article 5 :**

L'indemnité est automatiquement indexée sur la valeur du point.

**Article 6 :**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> mars 2015.

**Article 7 :**

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.

**4 - Délibération N°2015-02/02 : Régime indemnitaire : I.E.M.P. (Indemnité d'Exercice des Missions de Préfecture)**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,  
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,  
VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU le décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures,  
VU l'arrêté du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures,  
VU les crédits inscrits au budget,  
CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

**Article 1 :**

L'IEMP est instituée selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat.

**Article 2 :**

L'IEMP est attribuée aux agents stagiaires, titulaires et non titulaires de la collectivité.

**Article 3 :**

Les montants de base annuels attribués sont les suivants.

Filière administrative

Rédacteur, rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe, rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : 1492 €

Adjoint administratif principal (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> classe) : 1478 €

Adjoint administratif (1<sup>ère</sup> classe et 2<sup>ème</sup> classe) : 1153 €

**Article 4 :**

Le montant de base peut faire l'objet de modulations pour tenir compte des fonctions exercées et de la qualité des services rendus. Le montant individuel est égal à :

Montant de base annuel X coefficient individuel

Le coefficient individuel de l'agent est compris entre 0 et 3 dans la limite du crédit global par grade. Il sera attribué, pour chaque agent par arrêté individuel.

**Article 5 :**

L'IEMP sera versée selon une périodicité mensuelle.

Les versements seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Le versement des primes et indemnités est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues, congé de maladie ordinaire n'impliquant pas le demi-traitement.

**Article 6 :**

Conformément à l'article 88 de la loi n° 84-53, l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale peut décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire

dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire.

Article 7 :

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 8 :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> mars 2015

Article 9 :

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

**4 – Délibération N°2015-02/03 : Prime d'installation**

Mme Le Maire rappelle à l'assemblée,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°89-259 du 24 avril 1989 modifié relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels débutants,

Vu le décret n°90-938 du 17 octobre 1990 relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels de la fonction publique territoriale,

Considérant le rapport de Mme le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité :

**Article 1**

Une prime spéciale d'installation est instituée selon les modalités du décret 90-938 du 17 octobre 1990.

**Article 2**

La prime spéciale d'installation est égale à la somme du traitement brut mensuel afférent à l'indice brut 500 et le cas échéant de l'indemnité de résidence.

Elle est versée intégralement au cours des deux mois suivants la titularisation de l'agent au sein de la mairie de Marolles en Brie.

Elle n'est définitivement acquise qu'au terme d'un délai d'un an à compter de cette prise de fonctions.

**Article 3**

L'agent, qui a quitté la collectivité avant la période d'un an mentionnée à l'article 2, a l'obligation de reverser la part de la prime spéciale d'installation correspondant au temps non effectué dans les cas suivants :

- mutation hors de la région Ile de France
- congé parental
- disponibilité de droit pour raisons familiales
- détachement

ou mise à disposition dans une collectivité territoriale ou un établissement public n'ouvrant pas droit au versement de la prime d'installation.

Toutefois le reliquat remboursé par l'agent pourra lui être alloué lors de sa reprise de fonctions après un congé parental ou une disponibilité de droit pour raisons familiales.

En cas de démission ou de mise en disponibilité autre que celle accordée de droit pour raisons familiales au cours de cette période d'un an, c'est l'intégralité de la prime spéciale d'installation qui devra être reversée.

#### **Article 4**

Le montant de la prime spéciale d'installation sera révisé à chaque texte le prévoyant.

#### **Article 5**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> Mars 2015.

#### **Article 6**

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.

### **IV - QUESTIONS DIVERSES**

#### **- *SIANE : le tarif de la part variable pour l'exploitant***

Mme le Maire informe d'un changement de tarif sur la part variable de l'exploitant.

0.55 € au lieu de 0.21 €. Le conseil, après en avoir délibéré, décide de baisser la part variable de l'exploitant et prend en charge la différence de 0.34 €. Le tarif global pour l'utilisateur restera donc inchangé, soit à 3,946 HT /m<sup>2</sup>.

#### **- *Remplacement temporaire de Mme Chantal Paillard***

Mme le Maire informe que Mme Chantal Paillard est en arrêt maladie. La mairie doit effectuer son remplacement pour l'entretien des locaux communaux.

Une remise en état des classes a été réalisée par une société de nettoyage durant la 2<sup>ème</sup> semaine des vacances scolaires, leur travail n'était pas satisfaisant.

Mme le Maire propose alors de prendre contact avec l'association CARED de Coulommiers.

#### **- *Ossuaire***

Après consultation de plusieurs devis, l'entreprise CANARD de Coulommiers est retenue pour effectuer la création de l'ossuaire dans le cimetière communal.

#### **- *Préparation du budget 2015***

En vue de la préparation du budget 2015, différents travaux seront à prévoir :

- Accès à la salle des fêtes, par le chemin derrière le terrain de sport, par des marches et pavés
- Changement des fenêtres et porte de cuisine de la salle des fêtes
- Peinture salle des fêtes
- Aménagement des archives

### **Questions Publiques**

✓ Qu'en est-il du lampadaire cassé, rue du Moulin ?

L'expert est passé. Le lampadaire est intégralement pris en charge. Il sera prochainement changé.

✓ Est-ce que le blason est devenu officiel pour la commune de Marolles en Brie ?

Oui, il est déjà inséré sur certains documents ainsi que sur le journal.

Nous remercions M. Michel André Mirebeau de l'avoir réalisé.

La société CISE TP va effectuer la mise en place d'un réseau d'eau potable à partir de la 2<sup>ème</sup> quinzaine de Mars. Les rues concernées sont rue du Cèdre, rue de l'Arche, Ruelle aux Grenouilles, Bois St Georges, Malnoue, D111.

**\*\*\***

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 21h45.**



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.